



L'Inde et le réchauffement climatique

par Christiane Hurtig

Lors de la réunion du G-8 de juin 2007, l'Inde (comme la Chine, mais plus encore, car la Chine a annoncé une stratégie de réduction) a été stigmatisée par la presse occidentale pour son refus de plafonner ses émissions de gaz à effet de serre. Quel paradoxe, dans ces conditions, que l'octroi du prix Nobel non seulement à Al Gore mais aussi au Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) présidé par un Indien, R.K. Pachauri, également membre du Comité national sur les changements climatiques inauguré par le Premier ministre indien, Manmohan Singh, en mai ! L'Inde est-elle très soucieuse d'écologie, comme tendent à le penser ceux qui ont une petite idée de la pléiade d'organisations non-gouvernementales travaillant sur l'environnement et les changements climatiques depuis les années soixante-dix, ou complètement indifférente aux évolutions catastrophiques qui se profilent – et auxquelles sa croissance économique fournira une contribution majeure ? Certains commentateurs (dont des Indiens éminents comme Maneka Gandhi, ancien ministre de l'Environnement et, bien qu'en froid avec elle, belle-soeur de Sonia Gandhi) n'hésitent pas à rallier le camp des critiques.

Des préoccupations anciennes

La vérité se situe entre les deux extrêmes. Culturellement, entre autres, parce que les grandes religions qui y sont nées pensent à la réincarnation ou, comme le bouddhisme et le jainisme, prônent le respect de toute forme de vie et de la nature, les Indiens sont, ou

se croient, très attachés au respect de l'environnement. Mais l'Inde n'a pas, globalement, l'image d'un pays très sensible à l'articulation des divers aspects de l'écologie. L'héritage gandhien de suspicion envers la modernité technologique s'est pourtant transmis à des groupes, minoritaires, d'intellectuels – comprenant souvent des hauts fonctionnaires – qui animent de nombreux séminaires. Par ailleurs, divers groupements locaux, comme le mouvement *Chipko* des années soixante-dix, de populations tribales s'attachant aux arbres pour empêcher leur abattage – ou le mouvement de défense des populations déplacées et dépouillées par les barrages sur la *Narmada*, le *Narmada Bachao Andolan*, agissent avec plus ou moins d'efficacité et d'à-propos pour la défense de l'environnement.

Comment expliquer que des initiatives pionnières en matière d'énergies renouvelables et de développement durable n'aient pas débouché sur les politiques qui s'imposent aujourd'hui ? La part de l'énergie renouvelable étant relativement faible en Inde (6 à 7%), on sait peu à l'étranger que l'Inde est le 4ème pays du monde en matière de production d'électricité éolienne et le second en matière de biogaz, combustible d'origine organique (déchets, eaux usées, fumiers, etc...). Le CNRS a pourtant contribué à ses efforts, puisqu'un programme de développement de pompes solaires a été développé dès le début des années soixante-dix avec le concours de l'un des siens, Pierre Amado, et grâce à l'intérêt qu'y prenait personnellement

Indira Gandhi. Il y reste beaucoup à faire en matière d'énergie solaire urbaine, mais la part de l'énergie photovoltaïque est importante dans les zones rurales.

En 1982, un Département des énergies non conventionnelles voyait le jour et en 1992, c'est un ministère qui était créé pour le développement de ces énergies. Il s'appelle maintenant ministère des énergies nouvelles et renouvelables. De la même manière, on peut souligner que le ministère de l'Environnement et des Forêts, consacré notamment à la reforestation, existe depuis 1985.

Par ailleurs, l'Inde a très activement participé à toutes les commissions de l'Onu qui ont traité de développement durable, en premier lieu au Programme des nations unies pour le développement et à la Cruced (Commission des nations unies sur le commerce et le développement) mais aussi, bien que plus modestement, au Programme des nations unies sur l'environnement. En 1972, Indira Gandhi a participé à la Conférence de Stockholm sur l'environnement. Au Sommet de la Terre de Rio de 1992, en liaison avec le Brésil, le Mexique et d'autres pays émergents, l'Inde a contribué à faire admettre l'idée que chaque pays, en tenant compte de sa population, avait un droit égal à l'exploitation des biens publics. Elle a signé la Convention cadre de l'Onu sur les Changements climatiques qui en est issue et a commencé à l'appliquer à partir de 1994. Elle a signé le Protocole de Kyoto en 1997 avant d'accueillir à Delhi en 2002 une « Conférence des parties » (de la Convention cadre).

On peut trouver un indicateur récent de ces préoccupations dans un sondage de la banque HSBC, de juillet 2007, auprès de 9.000 consommateurs répartis dans neuf pays : Brésil, Chine, France, Allemagne, Afrique du sud, Inde, Mexique, Royaume-Uni, Etats-Unis. L'enquête portait sur la perception des problèmes de changement climatique et sur la possibilité de les résoudre. Les pays du Sud se situaient en tête des pays conscients de ces problèmes (et confiants dans la possibilité de les résoudre), avec, notamment, 60% des Indiens (et des Chinois), contre 26% des Allemands et 22% des Anglais¹.

En fait, la distance entre notre perception de «l'indifférence indienne» au réchauffement climatique et l'autosatisfaction apparente des déclarations officielles s'explique par le contraste entre les prises de position au niveau international et les efforts internes. Ceux-ci sont peut-être faibles face à l'enjeu (puisque le coût de l'ajustement aux exigences du développement propre est estimé à 2% du PNB) mais ils sont considérables au regard des problèmes de développement. Les critiques s'expliquent en outre par la période de latence qui a suivi les premiers efforts. En fait, malgré l'existence de centres de recherches spécialisés existant depuis la décennie soixante-dix, notamment le *Tata Energy and Research Institute*, TERI, aux nombreuses ramifications indiennes et internationales, le problème n'est que depuis peu au centre des préoccupations gouvernementales. S'il l'est, c'est en grande partie grâce aux recherches du TERI et d'autres organismes. En outre, le

tsunami de 2005 a provoqué une sensibilisation aux effets cataclysmiques du déchaînement d'un autre élément de la nature : les dérèglements du climat. Jusqu'à ces dernières années, une certaine inertie bureaucratique avait stérilisé les impulsions données, en leur temps, par Indira, puis Rajiv Gandhi, ainsi que les réflexions de la Commission du Plan.

La position de l'Inde : «pollueurs payeurs»...

La position de l'Inde concernant la réduction des gaz à effet de serre est souvent analysée comme celle d'un refus systématique de tout accord visant à les plafonner et à fixer un calendrier. Comme les Etats-Unis, elle accepte la participation à l'effort collectif, mais sur la base du volontariat. La récente (fin septembre 2007) Conférence des dix-sept pays les plus pollués, à Washington, a d'ailleurs

vu converger les tentations américaines et indiennes de remplacer par des accords commerciaux les objectifs du Protocole de Kyoto.

En fait, dès la Conférence de Stockholm de 1972, l'Inde a parlé de responsabilité collective mais différenciée de la communauté internationale en matière d'environnement et de changements climatiques. Rappelant que les premiers pays industrialisés ont été, dans le temps, les principaux responsables de la situation actuelle, elle estime qu'il leur incombe de faire le premier et le plus gros effort, et d'aider ceux qui se développent encore à atteindre des niveaux de vie comparables par des transferts de technologies et une indemnisation financière permettant d'accroître la part des énergies renouvelables. Sa priorité étant la lutte contre la pauvreté, elle assimile croissance et développement en un modèle empruntant au chemin parcouru

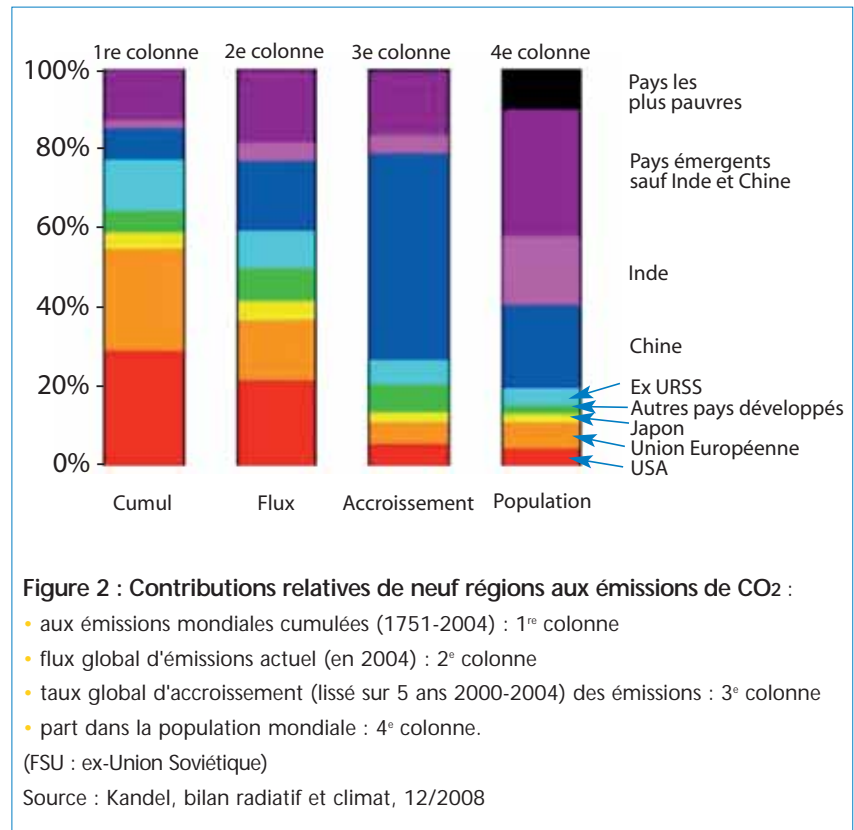


Figure 1 : Smog au-dessus de la baie du Bengale. Source NASA

<http://earthobservatory.nasa.gov/NaturalHazards>

par les premiers pollueurs et estime que toute contrainte freinerait sa croissance. Elle insiste en outre sur le fait que, rapportées à sa population, ses émissions par tête sont négligeables par rapport à celles des pays industrialisés². Cette position, de responsabilité collective mais différenciée, modulée sur les «capacités propres de chaque pays» l'a conduite, à la conférence des parties de Berlin de 1995, à promouvoir la notion de convergence entre les efforts de contraction des émissions (par tête) des pays industrialisés et les efforts de limitation, par ajustement, des émissions par tête des pays en développement, parmi lesquels elle se compte toujours sur ce point.

C'est cette perspective que Manmohan Singh, se référant à la Convention Cadre de Rio de 1992 et au Protocole de Kyoto, qui n'impose ni échéancier ni plafonnement aux pays en développement, a reprise au sommet du G-8 de Heiligendamm en juin. Il a déclaré : «aucune stratégie ne doit priver ces pays (en développement) d'un développement économique et social accéléré». Comme le but des pays industrialisés, et notamment de l'Allemagne, pays d'accueil, était d'organiser l'après-Kyoto - 2012 - et d'obtenir, pour la prochaine Conférence sur le climat, à Bali de Décembre 2007, des engagements précis des pays membres ou invités (comme la Chine et l'Inde) le refus indien de tout effort qui ne soit pas sur la base du volontariat a débouché sur une impasse. Le problème central est évidemment que le premier pollueur, les Etats-Unis, n'a pas ratifié le protocole. D'autant plus que les Etats-Unis ont, au départ, justifié leur



refus par le souci d'obliger les pays en développement à réduire eux aussi leurs gaz à effet de serre.

...jusqu'à un certain point

Ce qui justifie l'amertume des Européens, qui se disent décidés à des sacrifices pour éviter le pire, est que le discours indien, qui rejoint celui de la Chine et du Brésil, est demeuré sensiblement le même depuis 1992. Or, en 1992, l'économie indienne, subissant le contre-coup des réformes impliquées par la libéralisation de 1991 – et des mesures imposées par le FMI – était au creux de la vague. Mais, dès 1994 la croissance reprenait, notamment la croissance industrielle, grosse consommatrice d'énergie et le mode de vie des classes moyennes allait bientôt connaître d'importants change-

ments avec, dès 1996, une augmentation de 30% (dans l'année fiscale) du nombre des voitures en circulation. En 1997, déjà, l'Inde comptait parmi les pays à forte croissance dont l'expansion risquait d'impliquer des dépenses énergétiques accrues et, avec elles, une accélération de la production des gaz à effet de serre.

L'Inde serait désormais le 4^e pollueur du monde

L'Inde souligne qu'elle ne contribue qu'à concurrence de 4% au total des émissions mondiales de gaz à effet de serre (un peu moins de la moitié de ce que représentent les rejets français) mais omet de prendre en considération l'évolution observée ces dernières années, celle d'une augmentation annuelle de 2 à 3% de ces émis-

sions, qui l'a récemment placée au rang de 4ème pollueur du monde, derrière les Etats-Unis, la Chine et la Russie. Or ses émissions par tête (encore négligeables, à moins de 2% de la moyenne mondiale) ont augmenté plus vite que celles de la Chine et, comme déjà indiqué, à la différence de celle-ci, elle n'a présenté aucun programme de réduction. Notons toutefois que cela ne signifie pas qu'il n'y en aura aucun dans l'après - Bali. Ce n'est pas un hasard si Manmohan Singh a inauguré en mai 2007 le Comité national sur les changements climatiques, chargé d'élaborer une nouvelle politique. C'est pressée par la nécessité et les retards que l'Inde a publié sa politique de l'environnement en 2004 et l'a remise en chantier en 2006.

Quoi qu'il en soit, le lien évident entre les dépenses énergétiques et la croissance, la forte dépendance envers les énergies fossiles, l'augmentation, prévisible, de la part du charbon, plus polluant, par rapport au pétrole (l'Inde en possède d'abondantes réserves jusqu'alors inexploitées parce que très profondes et les centrales thermiques, essentiellement au charbon, entrent déjà pour plus des 2/3 dans la production d'électricité), l'accroissement, déjà impressionnant des transports, aériens notamment, permettent de craindre un rapide accroissement du taux d'émissions. Les appétits de consommation des classes moyennes indiennes, notamment d'un petit groupe de milliardaires friands de biens ostentatoires, justifieraient alors l'intransigeance des Etats-Unis. Selon un journaliste indien se situant dans la gauche «verte»,

Prafula Bidwai, depuis Kyoto, les émissions indiennes semblent avoir progressé quatre fois plus vite que la moyenne mondiale et devraient devenir deux fois et demi plus importantes d'ici 2030. Et l'essentiel de cette augmentation serait le fait des modes de vie dispendieux des privilégiés, dont les achats de voitures, climatiseurs et autres équipements domestiques, croissent à une vitesse vertigineuse.

En attendant, poursuivant dans sa logique, l'Inde, qui a contribué à la mise au point du concept d'un égal droit d'émission de tous les pays, a commencé par s'opposer à l'échange de ces droits qui lui semblait pouvoir donner une prime aux gros pollueurs, facilement acquéreurs des droits des pays en retard. La mise au point de mécanismes de développement propre, permettant aux premiers de faciliter l'adaptation des pays encore en développement, a transformé sa perspective car elle en bénéficie abondamment. Et, à en croire P. Bidwai et d'autres critiques, elle espère en bénéficier aussi en négociant un accroissement de ses droits pour les vendre à des multinationales.

Sans épouser le point de vue des critiques indiens – rien ne prouve que l'enrichissement des classes moyennes ne réduira pas la pauvreté, les évolutions récentes semblant indiquer le contraire, et au nom de quoi refuser aux Indiens ce que nous avons connu ? – on peut se demander qui souffrirait le plus de l'inaction globale.

Le prix de l'inertie

Le problème, et l'administration

indienne commence à le réaliser, - en partie grâce à R.K. Pachauri et au Conseil sur les changements climatiques indien dont il fait partie -, est que l'Inde comptera, avec le Bangladesh et d'autres pays d'Asie et d'Afrique, parmi les principales victimes du réchauffement climatique.

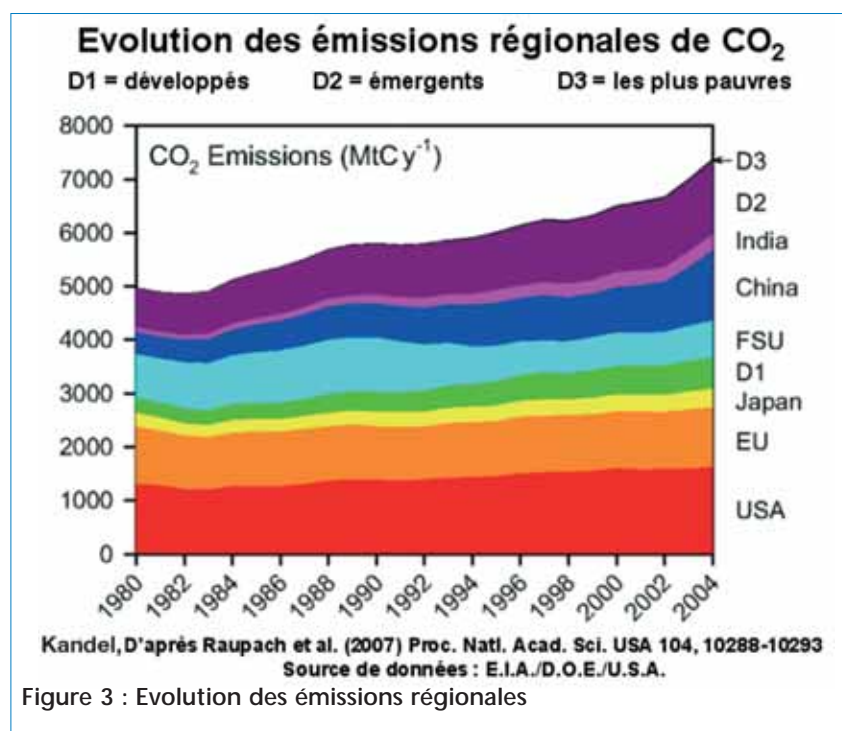
L'une des conséquences des changements attendus sera un dérèglement du système des moussons dont dépend encore fortement l'économie indienne puisque 2/3 de la population vivent encore de l'agriculture et que la hausse des denrées se répercute dans tous les domaines. On s'attend à ce que les dérèglements engendrent tantôt de l'aridité, tantôt des pluies diluviennes provoquant des désastres comparables à ceux observés, notamment, avec les inondations de l'été 2007. D'autre part, la longue façade littorale de l'Inde, surtout à l'est, peut être largement dévorée par la montée des eaux des océans consécutive à la fonte de la banquise. En outre, parmi les principaux problèmes qui se poseront, avec toutes les incidences que l'on imagine, sur non seulement le niveau de vie, mais aussi la santé de sa population, il faut citer la fonte des glaciers de l'Himalaya (déjà observée et largement signalée dans les journaux indiens de langue anglaise). A terme, la fonte des glaciers accentuera les problèmes d'approvisionnement en eau – puisque des fleuves y trouvent leurs sources, et notamment le Gange, à Gangotri. Elle accentuera la pollution de ces eaux raréfiées et entraînera l'érosion des sols et de nouvelles déforestations, dont les conséquences sur le climat comptent aussi. A ces effets

s'ajoute l'importance symbolique de tout ce qui modifie les sources du Gange, fleuve sacré dont la conservation est une valeur en soi. A cet égard, si l'on en juge d'après la presse indienne de langue anglaise, le rapport du GIEC semble avoir frappé les imaginations.

Des pas en avant

En Inde, certains processus mijotent longtemps avant de donner tout à coup naissance à des changements que l'on n'attendait pas à l'extérieur. C'est surtout vrai lorsque des positions militantes fréquemment réaffirmées prennent la valeur de mantras. A l'heure où le gouvernement peine à faire admettre l'accord indo-américain sur le nucléaire civil, un tournant brusque est improbable.

Des progrès demeurent cependant possibles, dans une certaine continuité avec la politique passée. Fin septembre, à Montréal, la conférence du Programme des nations unies pour l'environnement (PNUE) s'est achevée sur l'annonce que les pays développés et les pays en développement se sont mis d'accord «pour une action accélérée sur les HCFC (hydrochlorofluorocarbures) au bénéfice de la couche d'ozone et (de la lutte contre) les changements climatiques». Les détails restent à préciser, mais la mention d'un accord est, en soi, un acquis. En décembre 2007, à la veille de la conférence Asie-Pacifique sur le climat, lors d'un point de presse conjoint fait avec le Secrétaire aux affaires étrangères Shiv Shankar Menon, la Secrétaire à l'environnement et aux forêts, Mme Meena Gupta, rappelait que les vraies



négociations auraient lieu à Bali, mais que, compte tenu de la variété des points de vue, il était utile d'en discuter avant dans des cercles plus restreints. Elle ajoutait : «Nous préférons prévoir, afin de dessiner un cadre juste, équitable, qui ne porte pas préjudice au développement et qui permette réellement d'atteindre le but non seulement d'un endiguement des changements climatiques, mais aussi d'une adaptation à ces changements».

L'Inde admet qu'une part de ces changements sera inévitable. Sachant qu'elle en souffrira, comme d'autres pays d'Asie, elle espérerait donc que les autres Etats contribuent aux efforts d'adaptation des pays affectés qui auraient tardé à prendre le tournant. Si cette interprétation est exacte, la position de l'Inde n'est pas outrancière. Reste à déterminer quelle est la part de stratégie, de la part de l'excellent négo-

ciateur qu'est l'Inde, et quelle est la part d'innovation. La conférence de Bali (2007) n'a pas été très concluante ; mais on peut espérer que, devant une menace réactualisée par l'absence de décisions cruciales, ceux que les changements climatiques affecteront de plein fouet feront des concessions pour éviter le désastre de la planète.

Christiane Hurtig

Notes :

1. Des résumés de cette enquête sont trouvés sur le site du Times of India et divers sites financiers internationaux (mais introuvables dans les rubriques pertinentes de plusieurs sites de HSBC).
2. Voir les graphiques de Robert Kandel sur les émissions régionales et leurs variations.
Source des données utilisées pour calculer ces graphiques 2 et 3 - EIA (Energy Information Administration, U.S. Department of Energy : <http://www.eia.doe.gov/emeu/international/contents.html>)